

MTL:

Ministère d'Etat
1
23 MAI 1959
Procedure
Coordination (2)

L.6563/1,

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre de la Défense nationale, le 23 février 1959, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "relatif à la discipline militaire", a donné le 6 mai 1959 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 23e februari 1959 door de Minister van Landsverdediging verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "betreffende de militaire tucht", heeft de 6e mei 1959 het volgend advies gegeven :

I. OBSERVATIONS GENERALES.

L'arrêté du Prince Souverain du 15 mars 1815 mit en vigueur un Code pénal militaire et un règlement de discipline militaire: leur application fut étendue à la Belgique par l'arrêté royal du 17 avril 1815. Ils furent maintenus en vigueur par l'arrêté du Gouvernement provisoire du 27 octobre 1830.

Le règlement de discipline qui, seul, intéresse le projet, fut pris par le Prince Souverain en tant qu'autorité législative; il est donc une loi. Cette opinion n'a jamais été mise en doute ni par la doctrine, ni par la jurisprudence (Pandectes belges, v° Discipline militaire, n° 41 - v° Code pénal militaire, n° 22 - R.P.D.B., v° Justice militaire, n° 102 - J. HUBERT, "Législation pénale militaire en vigueur", Revue de droit pénal, octobre 1958)(Cass. 29 mai 1911, Pas. 306 - 22 janvier 1924, Pas. 147 - 7 avril 1930, Revue de droit pénal, 1930, p. 486).

Un tel règlement, tout au moins en ses dispositions qui ont effet sur la situation administrative des militaires, doit être pris par le Parlement pour obéir au prescrit des articles 118 et 124 de la Constitution, dont le premier dispose que la loi règle les droits et les obligations des militaires et le second que ceux-ci ne peuvent être privés de leurs grades, honneurs et pensions, que de la manière déterminée par la loi.

.../...

Un arrêté du Gouvernement provisoire du 7 octobre 1830 a aboli la peine de la bastonnade qui était prévue par le règlement de 1815. Celui-ci fut également modifié implicitement par diverses dispositions du Code pénal militaire. Jamais, cependant, le législateur n'a apporté au règlement de 1815 de modifications explicites.

Dès la fin du 19ème siècle cependant, il s'avéra nécessaire d'y apporter de sérieux aménagements, notamment dans les dispositions ayant trait aux peines disciplinaires divers arrêtés établirent des peines qui n'étaient plus celles prévues par la loi.

Durant la guerre de 1914-1918, fut publié un arrêté en date du 30 mai 1916. Il reprenait les dispositions de la loi de 1815 en y apportant une série de modifications et en y ajoutant de nombreuses dispositions; cet arrêté constituait, en quelque sorte, une coordination de la loi de 1815 et de dispositions réglementaires d'ordres les plus divers.

Après la guerre de 1914-1918, ce règlement de 1916 fut modifié par des arrêtés royaux des 19 août 1923 et 21 décembre 1923 et par de nombreuses circulaires ministérielles.

.../...

Il fut réimprimé après la guerre de 1940-1945, augmenté de dispositions reprises des lois sur la position et l'avancement des officiers et des sous-officiers et de dispositions ministérielles.

C'est, dès lors, en présence d'un règlement de discipline composé de dispositions d'origine diverse que l'on se trouve actuellement.

+

+ +

L'objet du projet est, selon le rapport au Roi, "d'aménager le règlement de discipline militaire actuellement en vigueur, d'une part, en rétablissant autant que possible dans sa teneur première, le texte de la loi du 15 mars 1815 qui en forme la base, d'autre part, en complétant à nouveau le texte de ce règlement dans les matières où la loi de 1815 était muette, par des dispositions qui soient en harmonie avec les textes législatifs et réglementaires actuellement en vigueur, ainsi qu'avec les contingences humaines et sociales de notre époque".

A cette fin :

1° le projet abroge les articles 55 à 150 de l'arrêté royal du 30 mai 1916, articles qui n'étaient pas repris de la loi de 1815;

.../...

2° le projet prend de nouvelles dispositions pour remplacer les articles qu'il abroge, sans les insérer dans l'arrêté de 1916; ces nouvelles dispositions forment un arrêté royal distinct intitulé "arrêté royal relatif à la discipline militaire".

Si le projet était sanctionné par le Roi, le régime disciplinaire de l'armée, indépendamment des lois et règlements particuliers à certaines catégories de militaires, serait régi par les dispositions suivantes :

- 1° le règlement de 1815, qui fut implicitement modifié à diverses reprises;
- 2° les 54 premiers articles de l'arrêté royal de 1916, qui n'ont fait que reprendre les dispositions du règlement de 1815 mais en y apportant des modifications importantes, notamment en ce qui concerne les peines disciplinaires;
- 3° les articles du projet.

En maintenant le règlement de 1815 et les 54 premiers articles de l'arrêté royal de 1916, le projet ne supprime pas la confusion actuelle entre des dispositions législatives et des dispositions réglementaires; plus encore qu'en toute autre matière, la sauvegarde de la sécurité juridique des militaires exige, lorsqu'il s'agit de discipline, des textes exempts d'ambiguïté.

.../...

Une difficulté supplémentaire résulte de ce que le texte français du règlement reproduit dans la pasinomie de 1815 (page 107) ne correspond pas exactement au texte original néerlandais publié au Staatsblad n° 26 de 1815.

Ces diverses raisons imposent un réexamen de tout le problème du régime disciplinaire à l'armée, problème qui doit être réglé par le Parlement si, comme il est déclaré dans le rapport au Roi précédant le projet, "les contingences humaines et sociales de notre époque" nécessitent la modification du règlement de 1815.

+
+ +

Le régime disciplinaire militaire n'est pas seulement organisé à l'heure actuelle par le règlement de 1815, il existe également un règlement de discipline pour l'armée de mer du 20 juillet 1814 qui, lui aussi, est une loi. Il n'est sans doute plus, pour les mêmes raisons, adapté aux nécessités actuelles de la discipline dans la force navale; l'intervention du législateur est nécessaire, soit pour le modifier, soit pour l'abroger.

+
+ +

.../...

II. OBSERVATIONS RELATIVES AU CHAPITRE Ier
DU PROJET "LES MESURES DISCIPLINAIRES".

Le chapitre Ier du projet appelle diverses observations concernant la légalité de ses dispositions. Celles-ci doivent être étudiées au regard des articles 118 et 124 de la Constitution et du règlement de discipline de 1815.

Application du chapitre Ier du projet aux mili-
taires assujettis au règlement de discipline
pour l'armée de mer.

Il résulte de l'article 5 du Code pénal pour l'armée de mer du 20 juillet 1814 et de l'article 8 du Code pénal militaire du 15 mars 1815 que, d'une part, les marins faisant du service à terre sont soumis aux lois et règlements de l'armée de terre et que, d'autre part, les militaires de l'armée de terre sont soumis aux statuts fixés pour l'armée navale pendant le temps qu'ils se trouveront à bord de navires de guerre.

Le règlement de discipline pour l'armée de mer du 20 juillet 1814 s'applique, dès lors, non seulement aux marins lorsqu'ils font du service en mer, mais également aux autres militaires pendant leur période d'embarquement.

.../...

Le projet ne tient pas compte de l'existence de ce règlement de discipline pour l'armée de mer; il est pris en exécution uniquement du règlement de discipline militaire de 1815. Les mesures disciplinaires dont il est question au chapitre 1er, section 4, du projet, à savoir la dégradation, l'incorporation dans une compagnie de rééducation et de discipline et le renvoi de l'armée, sont prévues par le règlement de 1815 mais elles ne figurent pas dans le règlement de discipline pour l'armée de mer. Les peines auxquelles il est fait allusion dans ce même chapitre 1er sont celles qui sont prévues par le règlement de 1815 et non par celui de l'armée de mer.

Il faut en déduire que, tel qu'il est rédigé, le projet ne peut s'appliquer aux militaires soumis au règlement de discipline de l'armée de mer.

L'intention du Gouvernement est de n'appliquer qu'un seul et même règlement de discipline à tous les militaires; seul le législateur peut prendre une décision dans ce domaine.

+
+ +

.../...

Application du chapitre Ier du projet aux militaires en congé illimité.

Le règlement de discipline ne s'applique, en principe, qu'aux militaires en service actif. Il ne s'appliquera aux militaires en congé illimité ou en disponibilité que si la loi le prévoit d'une manière certaine.

Il en est tellement bien ainsi que, en ce qui concerne les officiers de réserve en disponibilité, la loi du 1er mars 1958 relative au statut des officiers de carrière et de réserve a prévu des dispositions spéciales concernant le régime disciplinaire des officiers de réserve en disponibilité.

En ce qui concerne les militaires en congé illimité, l'article 67 des lois sur la milice, coordonnées le 2 septembre 1957, prévoit l'existence des rappels par mesure disciplinaire "ordonnés conformément aux prescriptions légales"; seul rentre actuellement dans cette catégorie le rappel ordonné conformément à l'article 76 des mêmes lois. Ce dernier article prévoit que les militaires qui contreviennent aux dispositions relatives aux rappels, à la revue annuelle des effectifs et à l'obligation de ne pas quitter le pays sans autorisation, "peuvent être punis et être rappelés sous les armes...".

Ce sont les seules dispositions législatives qui prévoient que les militaires en congé illimité peuvent faire l'objet de peines et de mesures disciplinaires.

Le projet ne répond, dès lors, pas au prescrit du règlement de 1815 et des lois sur la milice lorsque, en son article 16, il prévoit la dégradation des sous-officiers et caporaux en congé illimité et lorsque, en son article 26, il prévoit le renvoi de l'armée pour les militaires en congé illimité.

De telles dispositions devraient, en vertu des articles 118 et 124 de la Constitution, faire l'objet d'une loi.

+
+ +

Sur la notion de "mesures disciplinaires" telle qu'elle est comprise au chapitre Ier du projet.

Le règlement de 1815 prévoit en son chapitre troisième les diverses peines qui peuvent être appliquées aux militaires. Il prévoit notamment dans cette énumération la dégradation, l'incorporation dans une compagnie de discipline et le renvoi de l'armée.

Le projet reprenant des dispositions antérieures fait rentrer ces trois peines dans la catégorie des "mesures" disciplinaires.

Cette distinction entre les peines et les mesures disciplinaires est le résultat de l'évolution du droit disciplinaire militaire; les peines sont des

.../...

sanctions infligées comme conséquence d'une faute disciplinaire par le supérieur hiérarchique chargé de veiller à l'instruction des militaires; les mesures disciplinaires, par contre, revêtent un caractère administratif et ont des conséquences sur le statut administratif du militaire.

C'est en raison de cette distinction que le Conseil d'Etat ne se reconnaît compétent que pour annuler la mesure disciplinaire seule (C.E. LAFORET 31 août 1949, Rec. DUMONT-BAEYENS, p. 168. Voyez dans le même sens les travaux préparatoires de la loi du 23 décembre 1946 portant création d'un Conseil d'Etat - Ann. Parl. Chambre 1937-1938, pp. 1358, 1363 et 1364 - Rec. Création d'un Conseil d'Etat, pp. 248 et 250 - Ann. Parl. Chambre 1945-1946, p. 106).

Au surplus, si une mesure disciplinaire peut suivre une peine disciplinaire, on ne peut concevoir, en vertu du principe "non bis in idem", qu'un militaire soit poursuivi et puni deux fois à raison d'un même fait (WALINE "Manuel élémentaire de droit administratif, 5ème édit., p. 327). Si l'on tient compte de la terminologie du règlement de 1815, le projet violerait ce principe, notamment en son article 15, 2°.

Ces observations démontrent la nécessité d'établir, par une loi, la distinction entre la peine et la mesure disciplinaire, distinction qui existe dans les lois réglant les statuts des officiers et des sous-officiers de carrière mais qui n'est pas encore réalisée dans le règlement de 1815.

+

+

+

.../...

Sur les peines citées au chapitre Ier du projet.

Le règlement de 1815 a énuméré en son chapitre troisième les diverses peines applicables aux militaires. Dans le but d'adoucir ce régime, divers arrêtés royaux ont modifié ces peines. Si ces modifications ont pu être considérées comme des instructions aux autorités militaires de n'appliquer que des peines plus légères (Pandectes belges, v° Discipline militaire, n° 41), seules celles prévues par le règlement de 1815 restent valables tant qu'elles n'ont pas été modifiées par le législateur. Ce sont celles-ci que les tribunaux militaires doivent appliquer lorsqu'ils infligent des peines disciplinaires (Cass. 29 mai 1911, Pas. 306 - 22 janvier 1924, Pas. 147 - 7 avril 1930, Revue de droit pénal, 1930, p. 486).

C'est donc à ces peines également que le projet doit faire allusion lorsqu'il prévoit les conséquences qu'elles peuvent entraîner.

Le projet, au contraire, se base sur les peines telles qu'elles ont été fixées par l'arrêté royal de 1916, notamment dans les cas suivants :

1° en disposant, en son article 6, que le blâme "remplace toute punition d'arrêts sans accès méritée par un chef de corps ou par un commandant de détachement", le projet reprend une disposition qui se trouve dans l'arrêté royal de 1916; une telle disposition est illégale en tant qu'elle modifie la liste des punitions qui peuvent être infligées à un officier, telle qu'elle est établie par l'article 28 du règlement de 1815;

.../...

- 2° en disposant à l'article 8 que le blâme peut être infligé au militaire qui a été puni d'arrêts dans la prison militaire, le projet entend ne prévoir le blâme que dans l'hypothèse où la peine disciplinaire la plus grave est appliquée; si les arrêts dans la prison militaire sont la peine la plus grave prévue par l'article 29 de l'arrêté royal de 1916 pour les sous-officiers, elle ne l'est pas dans le règlement de 1815 dans lequel cette peine vient après de celle de la dégradation et de celle du cachot;
- 3° à l'article 12, les arrêts dans la chambre existent dans la loi de 1815, uniquement pour les sous-officiers et non pour les soldats;
- 4° en disposant à l'article 15 que peuvent être dégradés les sous-officiers et caporaux "qui ont été punis d'arrêts dans la prison militaire pour une transgression d'une gravité exceptionnelle", le projet se base sur les peines énumérées dans l'arrêté royal de 1916 et non sur celles du règlement de 1815, qui prévoit comme peine, plus grave que les arrêts dans la prison militaire la peine du cachot.

+

+

+

.../...

Des observations particulières doivent, en outre, être faites concernant les trois "mesures" disciplinaires que le chapitre Ier du projet prévoit en sa section 4 : la dégradation, l'incorporation dans une compagnie de rééducation et de discipline, et le renvoi de l'armée.

Concernant la dégradation.

Les articles 14 à 20 du projet ont trait à la dégradation des sous-officiers qui ne sont pas bénéficiaires du statut des sous-officiers de carrière et des caporaux.

Le règlement de discipline de 1815 dispose en son chapitre III :

"Les peines seront les suivantes :

Pour les sous-officiers et ceux de même grade :

29. La dégradation, pour autant de temps que l'officier commandant du corps trouvera que le coupable ne s'est pas corrigé ...

39. La dégradation des sous-officiers et de ceux du même grade peut uniquement être infligée et déterminée par l'officier commandant du corps d'armée".

.../...

Le texte néerlandais est rédigé comme suit :

"De straffen zullen zijn de navolgende :

Artikel 29.-

Voor onder-officieren en die met dezelve gelijk staan.

Degradatie voor den tijd dat hij den kommanderenden officier van het korps blijken zal onverbeterd te zijn ...

Artikel 39.-

De degradatie van de onder-officieren of die met dezelve gelijk staan, kan alleen opgelegd en bepaald worden door den kommanderenden officier van het korps".

Il résulte de ce texte législatif :

- que la dégradation est une peine;
- qu'elle ne peut s'appliquer qu'aux sous-officiers et ceux de même grade (die met dezelve gelijk staan);
- qu'elle est essentiellement temporaire;
- qu'elle est infligée par le commandant du corps.

Il y a lieu d'examiner si le projet répond au prescrit de ce règlement.

.../...

Outre les observations générales émises ci-dessus concernant le chapitre Ier du projet, les articles 14 à 20 appellent trois observations :

1° Le projet applique la peine de la dégradation aux caporaux.

L'arrêté royal de 1916 avait remplacé les mots "pour les sous-officiers et ceux de même grade", qui figurent avant l'article 29 du règlement, par les mots "pour les sous-officiers et caporaux".

Bien que cette application aux caporaux des dispositions relatives à la dégradation soit traditionnelle, l'on peut difficilement soutenir que le législateur de 1815 les a compris parmi les militaires "de même grade" que les sous-officiers. Caporal n'est pas un grade de sous-officier.

L'article 2 du Code pénal militaire de 1815 dispose :

"A l'armée de terre appartiennent tous les officiers d'un rang supérieur et inférieur et les sous-officiers (y compris aussi les caporaux pour ce qui concerne ce Code) ...".

Une telle disposition n'a pas été reprise dans le règlement de discipline.

.../...

Pour qu'aucun doute ne subsiste quant à l'application de la peine de dégradation aux caporaux, il y aurait lieu d'apporter à la loi de 1815 les modifications nécessaires.

2° Alors que la loi de 1815 fait de la dégradation une peine "à temps", le projet reprenant les dispositions réglementaires postérieures à cette loi lui donne un caractère définitif. Suivant l'article 20, le militaire dégradé ne rentrera pas en possession de son grade, mais devra l'acquérir à nouveau. Ce faisant, le projet n'obéit pas au prescrit de la loi de 1815. Une modification de celle-ci serait, ici aussi, nécessaire.

3° En disposant, en son article 19, que la dégradation est prononcée par le commandant de division pour les sous-officiers, le projet déroge aux articles 29 et 39 du règlement de 1815 qui confie cette compétence "uniquement" au commandant du corps. Cette modification est prise en faveur des sous-officiers; il n'est pas moins vrai que, sur ce point également, le projet déroge à la loi.

+

+

+

Concernant l'incorporation dans une compagnie de
rééducation et de discipline.

Les articles 21 à 25 ont trait à l'incorporation dans une compagnie de rééducation et de discipline.

.../...

Le règlement de 1815 prévoit cette "peine" en son article 31 :

"Les soldats, tambours, fifres ou cornistes qui, par des transgressions réitérées, la désobéissance ou une conduite crapuleuse, prouveront être insensibles à l'honneur, seront placés par l'officier commandant du corps, sur la proposition de l'officier commandant de la compagnie, dans une classe particulière ou seconde classe, jusqu'à ce qu'ils aient donné des marques suffisantes d'amendement. Et leur entrée dans cette classe particulière, aussi bien que leur sortie, sera publiée à l'ordre du jour du bataillon".

Le texte néerlandais est rédigé comme suit :

"Zodanige soldaten, tamboers, pijpers en halve-maanblazers, als door herhaalde overtredingen, ongehoorzaamheid of liederlijkheid blijken zullen onvatbaar te zijn voor het gevoel van eer, zullen door den kommanderenden officier van het korps, op voordragt van den kommanderenden officier der compagnie in eene afzonderlijke of tweede klasse worden geplaatst, tot dat zij voldoende bewijzen van beterschap zullen hebben gegeven. En zal zoo wel hunne plaatsing in die afzonderlijke klasse, als hun ontslag uit dezelve bij het bataillon op de order bekend worden gemaakt".

.../...

Outre les observations générales émises ci-dessus concernant le chapitre Ier du projet, les articles 21 à 25 appellent deux observations :

- 1° L'incorporation "dans une classe particulière ou seconde classe", appelée actuellement "compagnie de rééducation et de discipline", n'est prévue que pour les soldats.

En disposant en son article 24 que cette incorporation "emporte, le cas échéant, la dégradation prévue à l'article 14", le projet applique cette peine à des militaires possédant un grade; s'il s'agit d'un grade de sous-officier, le projet va à l'encontre de l'article 31 du règlement de 1815.

- 2° En disposant en ses articles 23 et 24 que l'incorporation dans une compagnie de rééducation et de discipline est proposée par le chef de corps et est prononcée par le commandant de division, le projet déroge à ce même article 31 du règlement de 1815 qui donne la compétence de prononcer cette peine au commandant du corps, sur la proposition du commandant de la compagnie. Ces modifications de compétence sont prises en faveur des militaires; il n'est pas moins vrai que les dispositions du projet dérogent, sur ce point également, au texte législatif.

+

+

+

.../...

Concernant le renvoi de l'armée.

Les articles 26 à 34 ont trait au renvoi de l'armée.

Le règlement de 1815 range également le renvoi de l'armée dans le chapitre des peines disciplinaires; il dispose à son égard :

"Se rend coupable de transgression contre la discipline :

24. Quiconque commet des excès dans la boisson, ou tient une conduite libertine.

25. Lorsqu'un militaire, tel qu'il est désigné dans l'article précédent, ne se corrige pas après des admonitions réitérées, il pourra être congédié par l'officier commandant, avec un billet de renvoi, à la charge par celui-ci de se conformer aux règlements existants, et moyennant l'autorisation du département de la guerre.

Mais si c'est un officier qui commet de pareils excès, les commandants de corps seront obligés d'en donner connaissance au département susdit, à l'effet de statuer à cet égard ainsi qu'il sera jugé appartenir.

26. La même chose aura lieu à l'égard des officiers ou sous-officiers qui se rendront coupables de gros jeu ou de dépenses excessives.

.../...

33. La peine des coups avec la démission avec un billet de renvoi, consiste à faire donner cinquante coups de baguette devant la compagnie et à y faire lire et remettre une déclaration par écrit, contenant le nom et le signalement de l'individu, auquel il est remis, le nom du corps où il a servi, le temps de son service, avec la désignation de la faute pour laquelle il a été déclaré inhabile au service et en a été démis, avec l'ordre de ne plus se rendre auprès du corps. Et ledit certificat sera remis en duplicata au magistrat de la ville ou de l'endroit où celui qui est chassé a habité en dernier lieu".

Le texte néerlandais est rédigé comme suit :

"Aan overtredingen tegen de krijgstugt maken zich schuldig :

Artikel 24.-

Al wie zich in den drank te buiten gaat, of zich aan liederlijke conduites overgeeft.

Artikel 25.-

Wanneer een zodanige als in artikel 23 bedoeld werd, na herhaalde vermaningen, zich niet betert, zal hij door den kommanderenden officier met een briefje van ontslag mogen worden weggezonden, mits zich daaromtrent gedragende na de bepaalde voorschriften, en na bekomene autorisatie van het departement van oorlog.

Edoch zoo een officier zich in voege voorschreven te buiten gaat, zullen de kommandanten der korpsen verplicht zijn, zulks te brengen ter kennis van hetzelfde departement, ten einde daaromtrent zodanig te disponeeren, als zal bevonden worden te behoren.

Artikel 26.-

Het zelfde zal plaats hebben ten aanzien van alzulke officieren of onder-officieren dewelken zich aan grof speelen en het maken van onbehoorlijke verteeringen schuldig maken.

Artikel 33.-

De straf van slagen met het wegzenden met een briefje van ontslag bestaat in het doen geven van vijftig rietslagen voor de compagnie en het aldaar doen voorlezen en ter hand stellen van een schriftelijk declaratoir, inhoudende den naam en het signalement van den persoon aan wien het wordt afgegeven, het korps waarbij, en den tijd hoe lang hij heeft gediend, benevens de overtreding door hem begaan ter oorzake waarvan hij voor den militairen dienst ongeschikt verklaard en uit denzelven ontslagen wordt, met order om zich niet weder bij het korps te vervoeegen. En zal voorts een dubbel van hetzelfde declaratoir worden bezorgd aan het bestuur der stad of plaats alwaar de weggezondene het laatst heeft gewoond".

Outre les observations générales émises ci-dessus concernant le chapitre Ier du projet, les articles 26 à 34 appellent les observations suivantes :

- 1° L'article 25 du texte français du règlement de 1815 prévoit le renvoi de l'armée "lorsqu'un militaire tel qu'il est désigné dans l'article précédent, ne se corrige pas après des admonitions réitérées";

.../...

l'article précédent dispose que se rend coupable de transgression contre la discipline "quiconque commet des excès dans la boisson ou tient une conduite libertine".

L'article 25 du texte néerlandais ne se réfère pas à l'article précédent mais bien à l'article 23, suivant lequel commet une transgression contre la discipline "quiconque, sans y être autorisé, porte ou fournit à un détenu des aliments ou des boissons".

Le sens général de l'article 25 semble indiquer que le texte néerlandais contient une erreur. Elle ne pourrait être corrigée que par le législateur.

- 2° L'article 29, § 1er, du projet dispose que "le militaire qui a été condamné à l'étranger, au Congo belge ou au Ruanda-Urundi pour un crime ou pour un délit punissable par les lois pénales belges, tombe sous l'application des articles 27 et 28, 1°, suivant les distinctions qui y sont établies".

Il en résulte qu'une condamnation prononcée par une juridiction étrangère en application de sa loi nationale aura, à l'égard du militaire, le même effet que si elle était prononcée par une juridiction nationale.

Une telle mesure va à l'encontre du principe selon lequel les jugements étrangers en matière pénale sont sans effets juridiques en Belgique, sauf l'application de l'article 13 de la loi du 17 avril 1878 (R.P. D.B., v° Exécution des jugements et arrêts en matière répressive, n° 2).

Sans doute le projet prévoit-il en son article 30 que l'auditeur général devra donner son avis "quant à l'opportunité et à la légalité de la mesure envisagée"; un tel avis, qui porte sur l'opportunité et la légalité de la mesure de renvoi, ne supprime pas la violation du principe qui vient d'être rappelé.

Seule la loi pourrait, comme elle l'a fait en matière de milice (article 15, § 4, des lois coordonnées le 2 septembre 1957), prévoir l'incidence d'un jugement pénal étranger sur la discipline militaire.

- 3° En disposant en ses articles 30 et 31 que le renvoi est proposé par le chef de corps et prononcé par le Ministre, le projet déroge à l'article 25 du règlement de 1815 qui prévoit que le renvoi est prononcé par "l'officier commandant... à la charge, par celui-ci de se conformer aux règlements existants". Ces modifications de compétence sont prises dans l'intérêt des militaires; il n'est pas moins vrai qu'elles dérogent au texte législatif actuellement existant.

+

+

+

Les observations qui ont été ainsi émises suffisent à justifier un réexamen du projet qui, en son état, encourt des reproches d'illégalité.

I. ALGEMENE OPMERKINGEN.

Het besluit van de Soevereine Vorst van 15 maart 1815 heeft een Wetboek van militair strafrecht en een militair tuchtreglement ingevoerd; het koninklijk besluit van 17 april 1815 heeft deze ook voor België toepasselijk verklaard. Beide zijn in werking gebleven krachtens het besluit van het Voorlopig Bewind van 27 oktober 1830.

Het ontwerp heeft alleen betrekking op het tuchtreglement dat door de Soevereine Vorst was vastgesteld in de uitoefening van zijn wetgevende macht, en dus een wet is. Rechtsleer noch rechtspraak hebben deze opvatting ooit in twijfel getrokken (Pandectes belges, v° Discipline militaire, nr 41 - v° Code pénal militaire, nr 22 - R.P.D.B., v° Justice militaire, nr 102 - J. HUBERT, "Législation pénale militaire en vigueur", Revue de droit pénal, oktober 1958)(Cass. 29 mei 1911, Pas. 306 - 22 januari 1924, Pas. 147 - 7 april 1930, Revue de droit pénal, 1930, blz. 486).

Zodanig reglement, althans de bepalingen daarvan die op de administratieve toestand van de militairen betrekking hebben, moet, ter voldoening aan de voorschriften van de artikelen 118 en 124 van de Grondwet, door het Parlement worden vastgesteld. Artikel 118 bepaalt immers, dat de wet de rechten en de verplichtingen van de militairen regelt, artikel 124 dat de militairen uit hun graden, ererechten en pensioenen niet kunnen worden ontzet dan op de bij de wet bepaalde wijze.

.../...

Een besluit van het Voorlopig Bewind van 7 oktober 1830 heeft de in het reglement van 1815 voorgeschreven straf van de bastonnade afgeschaft. Dit reglement is ook stilzwijgend door verschillende bepalingen van het Wetboek van militair strafrecht gewijzigd. Uitdrukkelijke wijzigingen heeft de wetgever echter in het reglement van 1815 nooit aangebracht.

Reeds op het einde van de 19e eeuw echter bleek het noodzakelijk, vooral de bepalingen in verband met de tuchtstraffen grondig aan te passen; verscheidene besluiten hebben andere straffen dan die van de wet ingevoerd.

Tijdens de oorlog 1914-1918 zag een besluit van 30 mei 1916 het licht. Hierin zijn de bepalingen van de wet van 1815 met een ganse reeks wijzigingen en nieuwe bepalingen overgenomen; dit besluit was enigszins een coördinatie van de wet van 1815 en van de meest uiteenlopende verordeningsbepalingen.

Na de oorlog 1914-1918 hebben de koninklijke besluiten van 19 augustus 1923 en 21 december 1923 en tal van ministeriële omzendbrieven het reglement van 1916 gewijzigd.

Na de oorlog 1940-1945 werd het herdrukt en aangevuld met bepalingen uit de wetten op de stand en de bevordering van de officieren en onderofficieren en met ministeriële voorschriften.

.../...

Thans bevat het tuchtreglement dus bepalingen van diverse oorsprong.

+

+ +

Volgens het verslag aan de Koning heeft het ontwerp tot doel "het thans van kracht zijnde tuchtreglement te hervormen door, enerzijds de tekst van de wet van 15 maart 1815 die ervan de grondslag vormt, zoveel mogelijk in zijn oorspronkelijke lezing te herstellen en, anderzijds, de tekst van dit reglement in aangelegenheden waarvan de wet van 1815 niet sprak, opnieuw aan te vullen met bepalingen die volledig samenstemmen met de thans van kracht zijnde wetgevende en reglementaire teksten, alsmede de menselijke en sociale gebeurlijkheden van onze tijd".

Te dien einde :

- 1° worden de niet uit de wet van 1815 overgenomen artikelen 55 tot 150 van het koninklijk besluit van 30 mei 1916 opgeheven;
- 2° worden nieuwe bepalingen ter vervanging van de opgeheven artikelen vastgesteld maar niet in het besluit van 1916 ingevoegd; deze nieuwe bepalingen vormen een afzonderlijk koninklijk besluit met als opschrift "koninklijk besluit betreffende de militaire tucht".

.../...

Mocht de Koning het ontwerp bekrachtigen, dan zou de tuchtregeling bij het leger, afgezien van de wetten en reglementen die alleen voor sommige categorieën van militairen gelden, op de volgende bepalingen berusten :

- 1° het reglement van 1815, dat herhaaldelijk impliciet is gewijzigd;
- 2° de eerste 54 artikelen van het koninklijk besluit van 1916, die zich ertoe hebben bepaald de voorzieningen van het reglement van 1815 over te nemen, maar er belangrijke wijzigingen hebben in aangebracht inzonderheid wat de tuchtstraffen betreft;
- 3° de artikelen van het ontwerp.

Aangezien het ontwerp het reglement van 1815 en de eerste 54 artikelen van het koninklijk besluit van 1916 in stand houdt, neemt het de huidige verwar- ring tussen wetsbepalingen en verordeningsbepalingen niet weg; meer dan op welk ander gebied ook moet een militair in tuchtzaken zijn rechtszekerheid in ondubbel- zinnige teksten gevrijwaard vinden.

Een andere moeilijkheid is, dat de Franse tekst van het reglement, die afgedrukt is in de pasinomie van 1815 (blz. 107), niet geheel overeenstemt met de oorspronkelijke Nederlandse tekst die bekendgemaakt is in het Staatsblad nr 26 van 1815.

.../...

Om al die redenen moet het probleem van de tuchtregeling bij het leger in zijn geheel opnieuw worden onderzocht. Dit probleem moet door het Parlement worden geregeld indien, zoals het verslag aan de Koning bij het ontwerp zegt, "de menselijke en sociale gebeurlijkheden van onze tijd" een wijziging van het reglement van 1815 noodzakelijk maken.

+

+ +

De militaire tuchtregeling berust thans niet alleen op het reglement van 1815; er is nog een tuchtreglement voor het krijgsvolk te water van 20 juli 1814, eveneens een wet. Om dezelfde redenen beantwoordt ook dit reglement ongetwijfeld niet meer aan de huidige behoeften van de tucht in de zee; een optreden van de wetgever is noodzakelijk om dit reglement ofwel te wijzigen, ofwel op te heffen.

+

+ +

II. OPMERKINGEN BETREFFENDE HOOFDSTUK I VAN HET ONTWERP "DE TUCHTMAATREGELEN".

Bij hoofdstuk I van het ontwerp zijn verschillende opmerkingen te maken betreffende de wettigheid van de daarin opgenomen bepalingen. Deze bepalingen moeten worden onderzocht in het licht van de artikelen 118 en 124 van de Grondwet en van het tuchtreglement van 1815.

.../...

Toepassing van hoofdstuk I van het ontwerp op
militairen die aan het tuchtreglement voor het
krijgsvolk te water zijn onderworpen.

Uit artikel 5 van het Wetboek van strafrecht voor het krijgsvolk te water van 20 juli 1814, en uit artikel 8 van het Wetboek van militair strafrecht van 15 maart 1815 blijkt, dat zeelieden die landdienst verrichten aan de wetten en verordeningen van het landleger, en dat militairen van het landleger, zolang zij zich aan boord van oorlogsschepen bevinden, aan de statuten van de zeemacht zijn onderworpen.

Het tuchtreglement voor het krijgsvolk te water van 20 juli 1814 geldt dus niet alleen voor zeelieden wanneer zij op zee dienen, maar ook voor andere militairen zolang zij ingescheept zijn.

Het ontwerp houdt geen rekening met het bestaan van dit tuchtreglement voor het krijgsvolk te water; het is uitsluitend vastgesteld ter uitvoering van het "reglement van krijgstucht of discipline voor het krijgsvolk te lande" van 1815. De in hoofdstuk I, afdeling 4, van het ontwerp voorgeschreven tuchtmaatregelen, met name de degradatie, de inlijving in een heropvoedings- en tuchtcompagnie en de wegzending uit het leger, zijn ook vermeld in het reglement van 1815; zij komen echter niet voor in het tuchtreglement voor het krijgsvolk te water. De straffen die in dit eerste hoofdstuk zijn bedoeld, zijn die welke door het reglement van 1815, niet die welke door het reglement voor het krijgsvolk te water zijn voorgeschreven.

Hieruit moet worden afgeleid, dat het ontwerp in zijn huidige vorm geen toepassing kan vinden op militairen die aan het tuchtreglement voor het krijgsvolk te water zijn onderworpen.

De bedoeling van de Regering is, op alle militairen één zelfde tuchtreglement toe te passen; op dit gebied kan alleen de wetgever beslissen.

+

+ +

Toepassing van hoofdstuk I van het ontwerp op
militairen met onbepaald verlof.

De tuchtregeling is in beginsel alleen toepasselijk op militairen in werkelijke dienst. Op militairen met onbepaald verlof of in disponibiliteit zal het alleen toepassing vinden als de wet dit stellig bepaalt.

Dit is zo waar, dat de wet van 1 maart 1958 betreffende het statuut der beroeps- en reserveofficieren bijzondere bepalingen heeft voorgeschreven betreffende de tuchtregeling voor reserveofficieren in disponibiliteit.

Ten aanzien van militairen met onbepaald verlof, bepaalt artikel 67 van de gecoördineerde dienstplichtwetten van 2 september 1957, dat wederoproeping bij wijze van tuchtmaatregel kunnen worden gedaan "die overeenkomstig de wettelijke bepalingen zijn bevolen"; thans valt in die categorie alleen de

.../...

wederoproeping die bevolen wordt overeenkomstig artikel 76 van diezelfde wetten. Dit artikel bepaalt, dat militairen bij overtreding van de bepaling inzake wederoproeping, de jaarlijkse monsterring der effectieven en het verbod het land zonder machtiging te verlaten, "kunnen gestraft en ... wederopgeroepen worden".

Dit zijn de enige wetsbepalingen waarin wordt gezegd dat aan militairen met onbepaald verlof tuchtstraffen en tuchtmaatregelen kunnen worden opgelegd.

Het ontwerp voldoet dus niet aan het voorschrift van het reglement van 1815 en van de dienstplichtwetten, waar het in artikel 16 bepaalt dat onderofficieren en korporaals, met onbepaald verlof, kunnen worden gedegradeerd, en in artikel 26 dat militairen met onbepaald verlof uit het leger kunnen worden weggezonden.

Zulke bepalingen behoren, krachtens de artikelen 118 en 124 van de Grondwet, in een wet te staan.

+

+ +

Het begrip "tuchtmaatregel", zoals hoofdstuk
I van het ontwerp dit opvat.

Hoofdstuk drie van het reglement van 1815 vermeldt de onderscheiden straffen die op militairen kunnen worden toegepast, onder meer de degradatie, de inlijving in een tuchtcompagnie en de wegzending uit het leger.

.../...

Het ontwerp, dat vroegere bepalingen overneemt, vermeldt deze drie straffen in de categorie van de "tuchtmaatregelen".

Dit onderscheid tussen tuchtstraffen en tuchtmaatregelen is het gevolg van de evolutie van het militaire tuchtrecht; straffen zijn sancties die ingevolge een tuchtvergrijp worden opgelegd door de hiërarchische meerdere die met het toezicht over de opleiding van militairen is belast; tuchtmaatregelen daarentegen zijn van administratieve aard en beïnvloeden het administratief statuut van de militairen.

Op grond van dit onderscheid acht de Raad van State zich alleen bevoegd tot nietigverklaring van de tuchtmaatregel (R.S. LAFORET 31 augustus 1949, verz. BAEYENS-DUMONT, blz. 183. Zie in dezelfde zin de parlementaire voorbereiding van de wet van 23 december 1946 houdende instelling van een Raad van State - Parl. Handelingen, Kamer 1937-1938, blz. 1358, 1363 en 1364 - Rec. Création d'un Conseil d'Etat, blz. 248 en 250 - Parl. Hand. Kamer 1945-1946, blz. 106).

Al kan bovendien een tuchtmaatregel op een tuchtstraf volgen, op grond van het beginsel "non bis in idem" kan niet worden aanvaard dat een militair wegens een zelfde feit tweemaal wordt vervolgd en gestraft (WALINE "Manuel élémentaire de droit administratif, 5ème édit., blz. 327). Houdt men rekening met de terminologie van het reglement van 1815, dan zou het ontwerp, inzonderheid artikel 15, 2°, in strijd zijn met dit beginsel.

Deze opmerkingen tonen aan dat het noodzakelijk is in een wet het onderscheid te maken tussen de tuchtstraf en de tuchtmaatregel, zoals dit ook gemaakt is in de wetten betreffende de statuten der beroepsofficieren en onderofficieren, maar nog niet in het reglement van 1815.

+

+ +

Straffen vermeld in hoofdstuk I van het ontwerp.

Het derde hoofdstuk van het reglement van 1815 bevat een opsomming van de onderscheiden straffen die op militairen toepasselijk zijn. Om deze regeling te verzachten, hebben verschillende koninklijke besluiten die straffen gewijzigd. Ofschoon deze wijzigingen konden worden beschouwd als onderrichtingen aan de militaire overheden om slechts lichtere straffen toe te passen (Pandectes belges, v° Discipline militaire, nr 41), blijven alleen de in het reglement van 1815 voorgescreven straffen gelden zolang de wetgever ze niet heeft gewijzigd. Het zijn die straffen welke de militaire rechtbanken moeten toepassen wanneer zij tuchtstraffen opleggen (Cass. 29 mei 1911, Pas. 306 - 22 januari 1924, Pas. 147 - 7 april 1930, Revue de droit pénal, 1930, blz. 486).

Naar die straffen dus ook dient het ontwerp te verwijzen wanneer het de daaraan verbonden gevolgen vaststelt.

Het ontwerp echter gaat uit van de straffen zoals die zijn vastgesteld in het koninklijk besluit van 1916, inzonderheid in de volgende gevallen :

.../...

- 1° waar artikel 6 bepaalt dat de blaam "elke straf van arrest zonder acces vervangt die door een korpscommandant of door een detachementskommandant verdiend wordt", neemt het ontwerp een bepaling over uit het koninklijk besluit van 1916; zulke bepaling is onwettig in zover zij wijziging brengt in de lijst der straffen die aan een officier kunnen worden opgelegd, zoals die lijst is vastgesteld in artikel 28 van het reglement van 1815;
- 2° waar artikel 8 bepaalt dat de blaam mag worden opgelegd aan de militair "die met arrest in de militaire gevangenis is gestraft geweest", wil het ontwerp de blaam alleen opleggen ingeval de zwaarste tuchtstraf is toegepast; is het arrest in de militaire gevangenis de zwaarste straf welke artikel 29 van het koninklijk besluit van 1916 voor onderofficieren voorschrijft, het is het niet in het reglement van 1815, waar deze straf komt na de degradatie en het cachot;
- 3° in artikel 12, het kamerarrest bestaat in de wet van 1815 alleen voor onderofficieren en niet voor soldaten;
- 4° waar artikel 15 bepaalt dat gedegradeerd mogen worden de onderofficieren en korporaals "die met arrest in militaire gevangenis gestraft worden wegens een buitengewoon zwaar vergrijp", gaat het ontwerp uit van de straffen die vermeld zijn in het koninklijk besluit van 1916 en niet van die van het reglement van 1815 dat als zwaardere straf dan het arrest in militaire gevangenis, de straf van het cachot oplegt.

+

+

+

.../...

Bijzondere opmerkingen moeten bovendien worden gemaakt in verband met de drie "tuchtmaatregelen" die in afdeling 4 van hoofdstuk I van het ontwerp zijn voorgeschreven : de degradatie, de inlijving in een heropvoedings- en tuchtcompagnie, en de wegzending uit het leger.

Degradatie.

De artikelen 14 tot 20 van het ontwerp hebben betrekking op de degradatie van onderofficieren op wie het statuut der beroepsonderofficieren geen toepassing vindt, en op de degradatie van korporaals.

Het tuchtreglement van 1815 bepaalt in hoofdstuk III :

"De straffen zullen zijn de navolgende :

Artikel 29.-

Voor ~~onder~~-officieren en die met dezelve gelijk staan.

Degradatie voor den tijd dat hij den kommanderenden officier van het korps blijken zal onverbeterd te zijn ...

Artikel 39.-

De degradatie van de onder-officieren of die met dezelve gelijk staan, kan alleen opgelegd en bepaald worden door den kommanderenden officier van het korps".

De Franse tekst luidt als volgt :

"Les peines seront les suivantes :

Pour les sous-officiers et ceux de même grade :

29. La dégradation, pour autant de temps que l'officier commandant du corps trouvera que le coupable ne s'est pas corrigé ...

39. La dégradation des sous-officiers et de ceux du même grade peut uniquement être infligée et déterminée par l'officier commandant du corps d'armée".

Uit deze wettekst blijkt :

- dat degradatie een straf is;
- dat zij alleen kan worden opgelegd aan onderofficieren en aan "die met dezelve gelijk staan";
- dat zij essentiël tijdelijk is;
- dat zij wordt opgelegd door de korpskommandant.

Er moet worden onderzocht of het ontwerp aan het voorschrift van dit reglement beantwoordt.

Benevens de hiervoren gemaakte algemene opmerkingen betreffende hoofdstuk I van het ontwerp, zijn bij de artikelen 14 tot 20 drie opmerkingen te maken :

1° het ontwerp past de straf van degradatie op de korporaals toe.

.../...

Het koninklijk besluit van 1916 heeft de woorden "voor onderofficieren en die met dezelve gelijk staan", vóór artikel 29 van het reglement, vervangen door de woorden "voor de onderofficieren en korporaaals".

Ofschoon deze toepassing van de bepalingen betreffende de degradatie op de korporaaals traditie is geworden, kan moeilijk worden beweerd dat de wetgever van 1815 de korporaaals heeft gerekend onder de militairen die met onderofficieren gelijkstaan ("die met dezelve gelijk staan"). De graad van korporaal is geen onderofficiersgraad.

Artikel 2 van het Wetboek van militair strafrecht van 1815 bepaalt dat tot het landleger behoren alle officieren van hogere en lagere rang en onderofficieren (daaronder ook begrepen de korporaaals, voor zover dit Wetboek betreft).

Een soortgelijke bepaling heeft het tuchtreglement niet overgenomen.

Opdat geen twijfel meer kan bestaan over de toepassing van de straf van degradatie op korporaaals, behoren de nodige wijzigingen in de wet van 1815 te worden aangebracht.

2° Terwijl de wet van 1815 de degradatie als een "tijdelijke" straf beschouwt, maakt het ontwerp, dat reglements-bepalingen van na deze wet overneemt, ~~haar~~ definitie Volgens artikel 20 zal de gedegradeerde militair zijn graad niet opnieuw verkrijgen, maar zal hij hem opnieuw moeten verwerven. Zo voldoet het ontwerp niet aan het voorschrift van de wet van 1815. Ook op dit punt zou deze wet moeten worden gewijzigd.

3° Waar het ontwerp in artikel 19 bepaalt, dat de degradatie wordt uitgesproken door de divisiecommandant voor de onderofficieren, wijkt het af van de artikelen 29 en 39 van het reglement van 1815 dat deze bevoegdheid "alleen" toekent aan de korpscommandant. Deze wijziging is ingevoerd ten behoeve van de onderofficieren; niettemin wijkt het ontwerp ook op dit punt van de wet af.

+

+ +

Inlijving in een heropvoedings- en tuchtcompagnie.

De artikelen 21 tot 25 handelen over de inlijving in een heropvoedings- en tuchtcompagnie.

In het reglement van 1815 is deze straf in artikel 31 voorgeschreven :

"Zodanige soldaten, tamboers, pijpers en halve-maanblazers, als door herhaalde overtredingen, ongehoorzaamheid of liederlijkheid blijken zullen onvatbaar te zijn voor het gevoel van eer, zullen door den kommanderenden officier van het korps, op voordragt van den kommanderenden officier der compagnie in eene afzonderlijke of tweede klasse worden geplaatst, tot dat zij voldoende bewijzen van beterschap zullen hebben gegeven. En zal zoo wel hunne plaatsing in die afzonderlijke klasse, als hun ontslag uit dezelve bij het bataillon op de order bekend worden gemaakt".

.../...

De Franse tekst luidt als volgt :

"Les soldats, tambours, fifres ou cornistes qui, par des transgressions réitérées, la désobéissance ou une conduite crapuleuse, prouveront être insensibles à l'honneur, seront placés par l'officier commandant du corps, sur la proposition de l'officier commandant de la compagnie, dans une classe particulière ou seconde classe, jusqu'à ce qu'ils aient donné des marques suffisantes d'amendement. Et leur entrée dans cette classe particulière, aussi bien que leur sortie, sera publiée à l'ordre du jour du bataillon".

Benevens de hiervoren gemaakte algemene opmerkingen betreffende hoofdstuk I van het ontwerp, zijn bij de artikelen 21 tot 25 twee opmerkingen te maken :

- 1° De inlijving "in eene afzonderlijke of tweede klasse", thans "heropvoedings- en tuchtcompagnie", geldt alleen voor soldaten.

Waar het ontwerp in artikel 24 bepaalt dat deze inlijving "eventueel de in artikel 14 bepaalde degradatie tot gevolg kan hebben", past het deze straf toe op militairen met een graad; betreft het een graad van onderofficier, dan is het ontwerp in strijd met artikel 31 van het reglement van 1815.

- 2° Waar het ontwerp in de artikelen 23 en 24 bepaalt dat de inlijving in een heropvoedings- en tuchtcompagnie door de korpscommandant wordt voorgesteld en door de divisiecommandant wordt uitgesproken, wijkt het af van datzelfde artikel 31 van het reglement van 1815

.../...

dat "den kommanderenden officier van het korps" machtigt om die straf uit te spreken op de voordracht van "den kommanderenden officier der compagnie". Deze wijzigingen inzake bevoegdheid zijn vastgesteld ten behoeve van de militairen; het staat niettemin vast dat de bepalingen van het ontwerp ook op dit punt van de wettekst afwijken.

+
+ +

Wegzending uit het leger.

De artikelen 26 tot 34 handelen over de wegzending uit het leger.

Ook in het reglement van 1815 staat de wegzending uit het leger onder het hoofdstuk van de tuchtstraffen; in dit verband zegt dit reglement :

"Aan overtredingen tegen de krijgstugt maken zich schuldig :

Artikel 24.-

Al wie zich in den drank te buiten gaat, of zich aan liederlijke conduites overgeeft.

Artikel 25.-

Wanneer een zodanige als in artikel 23 bedoeld werd, na herhaalde vermaningen, zich niet betert, zal hij door den kommanderenden officier met een briefje van ontslag mogen worden weggezonden, mits zich daaromtrent gedragende na de bepaalde voorschriften, en na bekomene autorisatie van het departement van oorlog.

.../...

Edoch zoo een officier zich in voege voorschreven te buiten gaat, zullen de kommandanten der korpsen verplicht zijn, zulks te brengen ter kennis van hetzelfde departement, ten einde daaromtrent zodanig te dispooneeren, als zal bevonden worden te behoren.

Artikel 26.-

Het zelfde zal plaats hebben ten aanzien van alzulke officieren of onderofficieren dewelken zich aan grof speelen en het maken van onbehoorlijke verteeringen schuldig maken.

Artikel 33.-

De straf van slagen met het wegzenden met een briefje van ontslag bestaat in het doen geven van vijftig rietslagen voor de compagnie en het aldaar doen voorlezen en ter hand stellen van een schriftelijk declaratoir, inhoudende den naam en het signalement van den persoon aan wien het wordt afgegeven, het korps waarbij, en den tijd hoe lang hij heeft gediend, benevens de overtreding door hem begaan ter oorzake waarvan hij voor den militairen dienst ongeschikt verklaard en uit denzelven ontslagen wordt, met order om zich niet weder bij het korps te vervoege. En zal voorts een dubbel van hetzelfde declaratoir worden bezorgd aan het bestuur der stad of plaats alwaar de weggezondene het laatst heeft gewoond".

.../...

De Franse tekst luidt als volgt :

"Se rend coupable de transgression contre la discipline :

24. Quiconque commet des excès dans la boisson, ou tient une conduite libertine.
25. Lorsqu'un militaire, tel qu'il est désigné dans l'article précédent, ne se corrige pas après des admonitions réitérées, il pourra être congédié par l'officier commandant, avec un billet de renvoi, à la charge par celui-ci de se conformer aux règlements existants, et moyennant l'autorisation du département de la guerre.

Mais si c'est un officier qui commet de pareils excès, les commandants de corps seront obligés d'en donner connaissance au département susdit, à l'effet de statuer à cet égard ainsi qu'il sera jugé appartenir.

26. La même chose aura lieu à l'égard des officiers ou sous-officiers qui se rendront coupables de gros jeu ou de dépenses excessives.
33. La peine des coups avec la démission avec un billet de renvoi, consiste à faire donner cinquante coups de baguette devant la compagnie et à y faire lire et remettre une déclaration par écrit, contenant le nom et le signalement de l'individu, auquel il est remis, le nom du corps où il a servi, le temps de son service, avec la désignation de la faute pour laquelle il a été déclaré inhabile au service et en a été démis, avec l'ordre de ne plus se rendre auprès du corps. Et ledit certificat sera

remis en duplicata au magistrat de la ville ou de l'endroit où celui qui est chassé a habité en dernier lieu".

Benevens de hiervoren gemaakte algemene opmerkingen betreffende hoofdstuk I van het ontwerp, zijn bij de artikelen 26 tot 34 de volgende opmerkingen te maken :

1° Volgens artikel 25 van de Franse tekst van het reglement van 1815 wordt de straf van wegzending uit het leger opgelegd "lorsqu'un militaire, tel qu'il est désigné dans l'article précédent, ne se corrige pas après des admonitions réitérées"; volgens het vorig artikel maakt zich schuldig aan een tuchtvergriep"; "quiconque commet des excès dans la boisson ou tient une conduite libertine".

Artikel 25 van de Nederlandse tekst verwijst niet naar het vorig artikel, maar wel naar artikel 23, volgens hetwelk zich aan een tuchtvergriep schuldig maakt : "al wie zonder daartoe bevoegd te zijn aan de gearresteerden eenige kost of drank brengt of bezorgt".

De algemene betekenis van artikel 25 schijnt erop te wijzen dat de Nederlandse tekst een vergissing bevat. Alleen de wetgever zou deze vergissing kunnen verbeteren.

.../...

2° Artikel 29, § 1, van het ontwerp bepaalt : "de militair die in het buitenland, in Belgisch-Congo of in Ruanda-Urundi werd veroordeeld wegens een misdaad of een wanbedrijf die naar de Belgische strafwetten strafbaar zijn, valt onder de toepassing van de artikelen 27 en 28, 1°, volgens de onderscheidingen die er gemaakt zijn".

Hieruit volgt dat een veroordeling welke een buitenlandse rechtbank bij toepassing van haar landswet heeft uitgesproken, voor een militair hetzelfde gevolg zal hebben als had een Belgische rechtbank ze uitgesproken.

Zulke maatregel is in strijd met het beginsel, dat buitenlandse vonnissen in strafzaken geen rechtsgevolgen in België hebben, behoudens toepassing van artikel 13 van de wet van 17 april 1878 (R.P.D.B., v° Exécution des jugements et arrêts en matière répressive, nr 2).

Artikel 30 van het ontwerp bepaalt weliswaar, dat de auditeur-generaal advies zal geven "wat betreft de geschiktheid en de wettigheid van de voorgenomen maatregel"; zulk advies over de geschiktheid en de wettigheid van de maatregel tot wegzending uit het leger neemt niet weg, dat afbreuk wordt gedaan aan het hiervoren vermelde beginsel.

Zoals inzake dienstplicht (artikel 15, § 4, van de gecoördineerde wetten van 2 september 1957) zou ook hier alleen de wet kunnen bepalen, welke terugslag een buitenlands vonnis in strafzaken op de militaire tucht zou hebben.

3° Waar het ontwerp in de artikelen 30 en 31 bepaalt, dat de wegzending uit het leger door de korpscommandant voorgesteld en door de Minister uitgesproken wordt, wijkt het af van artikel 25 van het reglement van 1815 dat zegt, dat de wegzending wordt uitgesproken door "den kommanderenden officier ... mits zich daaromtrent gedragende na de bepaalde voorschriften". Deze wijzigingen inzake bevoegdheid zijn vastgesteld in het belang van de militairen; het staat niettemin vast dat zij van de thans bestaande wettekst afwijken.

+

+ +

Met de hier gemaakte opmerkingen kan worden volstaan om een nieuw onderzoek van het ontwerp te verantwoorden. In zijn huidige vorm kan het immers als onwettig worden aangemerkt.

La chambre était composée de De kamer was samengesteld uit

Messieurs : J. SUETENS, premier président,
de Heren : eerste-voorzitter,

L. MOUREAU, conseillers d'Etat,
G. HOLOYE, raadsheren van State,

A. BERNARD, assesseurs de la section
 de législation,
Ch.VAN REEPINGHEN, bijzitters van de afde-
 ling wetgeving,

C. ROUSSEAUX, greffier adjoint, greffier.
 adjunct-griffier, griffier.

La concordance entre la
version française et la ver-
sion néerlandaise a été véri-
fiée sous le contrôle de
M.J.SUETENS.

Le rapport a été présenté
par M.F.REMION, auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s.) C.ROUSSEAUX.

De overeenstemming tussen
de Franse en de Nederlandse
tekst werd nagezien onder toe-
zicht van de H.J.SUETENS.

Het verslag werd uitge-
bracht door de H.F.REMION,
auditeur.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s.) J.SUETENS.